

L'Europe en crise

La crise du capitalisme n'est pas terminée comme on veut nous le faire croire, ni dans le monde, ni en Europe. Les Etats doivent aujourd'hui gérer la dette publique, suite logique des 11 000 milliards de dollars, coût de la crise pour les banques centrales et les gouvernements, selon l'OCDE. L'Europe n'a pas su prendre les mesures nécessaires face à la crise. Dans chaque Etat, elle a financé les banques et le système financier spéculatif sans avoir obtenu la moindre contrepartie en termes d'emplois et de salaires. **Au bout du compte, ce sont les peuples qui paient la facture.** L'économie de la zone euro connaît un certain redémarrage mais la croissance à venir s'annonce particulièrement molle et chaotique. Ce qui frappe le plus l'Europe est l'explosion du taux de chômage (16 millions d'européens) et les mesures d'austérité mises en œuvre par les gouvernements.

Les disparités dans chaque pays et inter-européennes apparaissent plus accentuées que jamais. La crise économique, financière et sociale frappe de plein fouet la Grèce, l'Espagne, le Portugal et d'autres pays comme l'Irlande et la Belgique.

**UNE EUROPE
SOCIALE ET
DÉMOCRATIQUE**

« Nicolas Sarkozy affirme qu' « un monde nouveau a commencé à se construire ». Ca sonne bien. Mais, dans ce « monde nouveau » : le chômage a bondi, une grosse partie des risques financiers privés ont été transférés vers la sphère publique, les banques ont reconstitué leurs marges et enfin les avancées technologiques sont mises au service d'une exploitation renforcée des êtres humains. »

Marie-George Buffet



Le cas de la Grèce

La Grèce, avec son déficit budgétaire de 12,7% du PIB, met à l'épreuve la solidité de la zone euro. Mais allons nous laisser un pays recourir à l'assistance du FMI, pilier du système-dollar ? L'Union européenne le permet puisque le traité de Maastricht ne prévoit aucune solidarité entre Etats face à des problèmes de financement de déficit et de dette publique.

Le gouvernement grec, face à la crise, met en place des mesures d'austérité contre les fonctionnaires prévoyant le gel des salaires, la baisse de 10% des primes, l'arrêt total des embauches...

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement réunit à Bruxelles encourage la poursuite de cette cure de rigueur et ne s'intéresse qu'à la stabilité de la zone euro pour les financiers.

Ces mesures d'austérité ne concernent pas seulement la Grèce. En Espagne, c'est le recul de l'âge de la retraite, en France c'est l'assurance maladie, les retraites et les collectivités territoriales qui sont dans le collimateur.

Les communistes pensent qu'au lieu de réduire la dépense publique comme les salaires en Grèce et ailleurs, il s'agit de les augmenter sensiblement afin de satisfaire les besoins sociaux et de relancer l'économie sur des bases saines et non spéculatives.

Pour financer cette mesure, il faut contraindre la Banque centrale européenne (BCE) à acheter des titres de dette publique afin de favoriser les dépenses utiles au développement et à la croissance (santé, éducation, formation).

La violence des pressions à l'encontre des peuples grec, portugais, irlandais et espagnol est particulièrement brutale. Il faut rappeler que ce ne sont pas les peuples qui sont coupables mais la construction européenne telle qu'elle est.



€ Vs \$

Lorsque Nicolas Sarkozy affirme que puisque « *le monde est multipolaire, le système monétaire doit devenir multimonétaire* », il réclame que l'euro puisse devenir lui aussi, au côté du dollar, une monnaie dominant le système monétaire international.

Le PCF veut lui mettre fin à l'hégémonie du dollar mais pas pour le remplacer par l'euro, pour coopérer au niveau mondial et engager de nouveaux financements favorables à l'investissement et à l'emploi.

Les députés européens du Front de gauche et la GUE/NGL demandent :



- Aux chefs d'Etats et de gouvernement de s'abstenir d'imposer des mesures d'austérité et de rigueur sociale pour les populations au nom de leur redressement budgétaire

- La nécessaire refonte des institutions de la zone Euro et du système financier international comme promis par le G20 et jamais effectuée

- Aux chefs d'Etats et de gouvernement d'entreprendre des mesures concrètes pour mettre fin aux fonds spéculatifs, aux paradis fiscaux et à l'évasion fiscale; de dompter le marché des produits dérivés, et de contrôler les agences de notation qui continuent de prendre des décisions perturbantes

- La mise en place de mécanismes alternatifs aux agents de notation de la dette souveraines des Etats qui relèvent du champ public

- De remplacer le pacte de stabilité et de croissance devenu obsolète car aucun pays de la zone Euro est à même de le respecter, par un pacte de solidarité sociale pour l'emploi et la formation, et de lutte contre la pauvreté garantissant un revenu minimum pour tous, et l'arrêt de la flexibilisation du marché du travail

- Des mesures fiscales pour taxer les multinationales et les mouvements des capitaux spéculatifs

- La redéfinition du rôle de la Banque Centrale européenne qui intégrerait, grâce à l'impulsion d'un nouveau type de crédit pour un développement durable, pour l'emploi, la formation, la recherche, des objectifs de croissance, d'emploi, et pas seulement de stabilité des prix

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse ... euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :

Adresse :

Téléphone :

Mail :